

| |
|-------------|
| DÉPARTEMENT |
| AIN |
| CANTON |
| OYONNAX |
| COMMUNE |
| OYONNAX |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

**Arrêté portant délégation
de fonction à un Conseiller
ayant reçu une délégation spéciale
Madame Christine PIQUET**

2026-084

Le Maire de la Ville d'Oyonnax,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2122-18 et L2122-20 ;

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil municipal et de l'élection du Maire et des Adjointes en date du 27 mars 2026 ;

Considérant que Madame Christine PIQUET a été élue Conseillère municipale ;

Considérant que la diversité des interventions communales justifie l'attribution d'une délégation à des Conseillers municipaux ;

Considérant que, pour permettre une bonne administration de l'activité communale, il est nécessaire de prévoir une délégation de fonction à Madame Christine PIQUET, Conseillère municipale, dans les domaines relatifs au public porteur d'un handicap ;

ARRETE

Article 1 : Sous le contrôle et la responsabilité de Madame Corinne REGLAIN, 1^{ère} Adjointe, Madame Christine PIQUET, Conseillère municipale, est déléguée pour intervenir dans les domaines relatifs au public porteur d'un handicap et assurera les missions relatives à toutes les questions s'y rapportant.

Article 2 : Madame Christine PIQUET assurera le suivi des dossiers relevant de sa délégation de fonction en lien avec les services compétents. La Conseillère municipale n'a aucune autorité hiérarchique sur le personnel des services.

Article 3 : Cette délégation est consentie sous la surveillance et sous la responsabilité du Maire, et ne peut avoir pour effet de priver le Maire de la possibilité d'agir dans le champ de la compétence déléguée.

Article 4 : Le Maire peut à tout moment modifier, restreindre ou retirer la présente délégation par arrêté.

Article 5 : La présente délégation devient caduque de plein droit à l'issue du mandat du Maire.

Article 6 : Monsieur le Maire et Monsieur le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Christine PIQUET dont une copie sera adressée à :

- Madame la Sous-Préfète de Nantua
- Monsieur le Procureur de la République
- Monsieur le Trésorier principal d'Oyonnax

Article 7 : Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Ville.

Fait à Oyonnax le 14 avril 2026
Le Maire,



Laurent HARMEL

Délais et voies de recours :

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande).